



## **Rassemblement de la Porte de Versailles**

**Vendredi 25 novembre 2016**

**Discours de François Fillon**

Mes amis, de Paris, de toutes nos régions, de métropole et d'outre-mer, mes très chers amis, je salue votre union, je salue votre force, et je salue votre incroyable mobilisation.

Il y a 3 ans, lorsque j'ai commencé mon tour de France j'étais seul, et ce soir vous êtes 10.000.

10.000 pour mettre avec moi un dernier coup d'accélérateur à cette campagne dont l'issue est dans vos mains.

Il y a dix jours, j'évoquais le souffle de fraîcheur qui traversait les couloirs de la primaire... Mon baromètre était imprécis : ce fut une tornade.

Quatre millions de Français ont participé à ce scrutin, et, ce faisant, ils ont donné à tous nos concitoyens une belle image de la droite et du centre et de la Politique.

Quatre millions de citoyens ont fait fi des prédictions qui disaient ce scrutin verrouillé d'avance.

Quatre millions de consciences, éprises de liberté, ont planté leurs convictions dans cette élection et 2 millions d'entre-elles se sont portées sur moi.

Aujourd'hui, cette vague populaire demande qu'on la respecte !

Elle a accompli quelque chose de grand en allant massivement voter. Elle ne mérite pas les sarcasmes.



Elle a dit au parti des sachants et à la fabrique des scénarios écrits d'avance que ses candidats n'étaient pas les siens.

Elle a brisé en mille morceaux la boule de cristal des « milieux bien informés ».

Elle a montré ce qu'était la France !

Dès lundi, le microcosme s'est rebiffé, épaulé par les vieux bombardiers socialistes et quelques artificiers de chez nous.

Tout ce beau monde vous a désignés comme des conservateurs obtus, des réactionnaires, des nostalgiques d'une « France moisie » ...

Les révélations ont fleuri.

Il y a deux mois, mon projet était considéré par tous comme l'un des plus aboutis. Le voici devenu « impossible ».

Il y a une semaine, j'étais vu comme un réformateur, me voici qualifié « d'ultra-libéral et de destructeur ».

30 ans que je suis gaulliste, me voici soudainement devenu « l'ami des extrémistes » et le « croquemitaine réactionnaire » !

Remarquez, rien de nouveau sous le ciel : on accusait bien De Gaulle d'être un dictateur en puissance.

Tout cela, mes amis, ne m'impressionne guère et vous non plus.

Tout ceci n'aurait aucune importance si ce tir de barrage ne révélait le sectarisme de ceux qui tiennent le haut du pavé.

Je les ignore, je trace ma route avec mon projet et mes valeurs, et n'en déplaise aux caricaturistes, je ne marche pas à l'ombre.



Quel que fut votre vote, vous avez tous gagné le 1<sup>er</sup> tour de cette primaire.

Car combien de fois nous a-t-on dit que cette procédure démocratique n'était pas dans nos traditions ? Combien de fois ai-je entendu qu'il valait mieux choisir notre candidat dans les coulisses de la politique ? Que le temps de la parole politique était révolu ? Que le résultat ne serait pas significatif ?

Mais voilà : les Français savent qu'ils ont leur place à la table de la démocratie !

Quand on veut les dissuader de s'y asseoir - tonnerre de Brest ! - ils y viennent en nombre !

Certains l'ont oublié : vous êtes un peuple libre et rien n'arrête un peuple qui se lève pour dire ce qu'il a sur le cœur.

Merci à vous, Républicains de droite et du centre, d'avoir enclenché une dynamique !

Merci à ceux qui nous ont fait confiance.

Merci aux élus de Paris et d'ailleurs, merci aux parlementaires, merci aux militants, sympathisants, bénévoles.

Merci à celles et ceux qui rejoignent notre démarche, à l'heure du second tour.

La règle des primaires est connue : au 1<sup>er</sup> tour on choisit, au second tour on choisit encore plus... mais on se rassemble, sans calcul et sans amertume.



A l'heure où Nicolas Sarkozy se retire avec élégance, je lui témoigne à nouveau mon respect et je reçois son soutien avec reconnaissance.

Nous sommes de la même famille politique et j'aurai besoin de tout monde.

Cette primaire s'achève et je vois bien que les esprits s'échauffent... Chacun doit conserver son calme.

Hier soir le débat télévisé fut de bonne tenue. J'ai de l'estime pour Alain Juppé. Il n'est pas mon adversaire, c'est mon concurrent. Il n'est pas mon ennemi, mon ennemi c'est le déclin de la France.

Dimanche, une première manche s'est jouée. Mais rien n'est acquis.

Je n'accorde pas plus de crédit à ceux qui me donnent gagnant par avance qu'à ceux qui me donnaient battu, il y a trois semaines...

Seulement, je crois en mon projet. Et je crois que les Français ont la force et le désir de le porter avec moi.

Alors évidemment, la gauche est aujourd'hui perplexe.

Elle espérait de nous une petite primaire. C'est un raz de marée !

Elle avait ses favoris. Elle découvre médusée un candidat gaulliste, un candidat de droite, porté par un peuple de droite, avec un programme pour la France !

Un projet qui ne cherche ni à imiter la gauche ni à lui plaire. Un projet qui assume sa radicalité et revendique ses audaces.



Ah notre programme ! Que d'encre, que d'encre noire, il fait couler chez les Paganini des marches arrières.

On comprend leurs critiques, on comprend l'étonnement de la gauche qui ne tolère qu'une seule droite, celle qui baisse les yeux sous ses leçons de morale !

On comprend la nervosité de la Firme Le Pen, elle qui veut la droite complexée et en miettes.

Eh bien non, nous sommes libres, fiers de ce que nous sommes et de ce que nous voulons.

La droite de 2016 est réformatrice. Elle fait fi des tactiques ressasées depuis trente ans pour relever la France.

La droite de 2016 est lucide. Elle va au devant des défis, sans prêter l'oreille aux caquets de l'establishment.

La droite de 2016 est patriote et plus que jamais républicaine. Elle a hissé le drapeau tricolore et ne l'abaissera plus.

Je me suis battu pour que le débat des primaires ait lieu.

Je me battrai à présent pour qu'il débouche sur l'action.

Pendant cinq ans, la gauche de M. Hollande a pris pour règle la vieille maxime : « Dans le doute, abstiens-toi ».

Elle a érigé la frilosité en religion d'Etat.

Elle a oublié que l'enthousiasme, le risque, l'initiative parlaient au cœur des Français.

Aujourd'hui, son scepticisme et ses atermoiements battent à contre-temps de la marche du monde.



Nous leur opposerons le courage de réussir.

Si en 2017, nous sommes mandatés par les Français, nous ne laisserons pas l'indécision nous lier les mains.

Nous dénouerons les entraves de l'action politique.

Nous placerons notre engagement sous le signe de la liberté.

Nous rendrons son plein sens à ce mot magnifique, au premier mot de la devise nationale.

Depuis trop longtemps, la gauche se méfie de la liberté.

Elle lui reproche de contrarier son égalitarisme. Alors, elle s'ingénie à la dénaturer, à la réglementer, à l'aplatir. Mieux vaut l'ombre pour tous que la lumière pour ceux qui veulent en sortir.

Cette gauche punitive oublie que la liberté est l'aiguillon du monde.

Permettre à chacun d'exprimer son talent personnel, de s'épanouir, de se dépasser dans l'effort. D'entreprendre où il veut, comme il veut. D'appeler les choses par leur nom.

D'assumer des convictions honorables, sans honte ni tabou.

Si je me bats pour ces libertés, c'est parce que je suis convaincu qu'elles sont l'ADN de la France, et parce qu'elles sont la clé de l'époque actuelle.

Notre époque est créative comme aucune époque ne l'a été.

Elle foisonne d'idées neuves, de technologies qui bouleversent notre rapport au monde

Notre époque est collective. Elle rêve de collaborations inédites, de nouvelles formes de travail commun.



Notre époque est généreuse et engagée. Elle chérit la démocratie, elle exige qu'un sens fort soit rendu à la citoyenneté et à la responsabilité.

Je refuse que la France reste en marge de cette dynamique.

La servitude dans l'inaction, c'est fini !

Le gaspillage de nos énergies, c'est fini !

L'abandon de notre destin, c'est fini !

Comme Victor Hugo, « je veux que la République ait deux noms : qu'elle s'appelle Liberté et qu'elle s'appelle chose publique ! »

Au cours de la campagne, j'ai parfois entendu cette question désabusée : L'alternance, oui, mais pourquoi faire ? A quoi bon ?

Signe terrible que ce quinquennat a tué trop d'espoirs. Aujourd'hui, le fatalisme gagne. La résignation paralyse le pays.

Le pouvoir socialiste a amené les Français à douter d'eux-mêmes et de leurs rêves.

Comment ne pas constater leur désarroi, leur impuissance ?

Impuissance du chômeur de longue durée qui perd jusqu'à l'estime de soi.

Impuissance du travailleur pauvre qui dort dans sa voiture pendant que la gauche lui explique sentencieusement qu'elle « fait tout pour lui ».

Impuissance de l'étudiant de banlieue que son code postal emprisonne comme un ghetto.

Impuissance des parents qui ne voient plus d'avenir à leurs enfants.



Ces humiliations sont impardonnables.

Elles seront dures à effacer.

La concurrence mondiale ne nous aidera pas.

Partout, elle s'intensifie.

A l'étranger, la machine de l'innovation et du progrès carbure à plein régime.

Des centaines de millions de Chinois bien formés, volontaires, travailleurs partent à la conquête de la prospérité.

Ils ne nous attendront pas.

Des centaines de millions d'Américains, de Brésiliens, exploitent à profusion des ressources plus abondantes que les nôtres.

Ils ne nous feront pas de cadeau.

Avec nos 6 millions de chômeurs, avec ces 2 200 milliards de dettes qui placent notre destin dans les mains des financiers internationaux, nous ne serons pas les favoris de la compétition qui s'annonce si nous ne réagissons pas.

Avec nos quartiers abandonnés à eux-mêmes, nos campagnes en friche, nos industries sinistrées, nous ne serons pas les mieux armés pour rebondir si nous ne réagissons pas.

Avec nos classes moyennes matraquées, nos actifs pillés de toute part, nos meilleurs cerveaux tentés par la fuite, nous ne ferons pas la course en tête si nous ne réagissons pas.

Pour ouvrir la voie du redressement, il faut des changements puissants.





Nous devons réformer en profondeur notre économie et notre société.

Ce redressement est parfaitement possible, parce que nous savons où sont les blocages et comment les vaincre.

Il est possible, parce que le refus de la fatalité nous anime.

L'histoire de la France, c'est l'histoire d'une perpétuelle insoumission.

Aux Français qui aspirent encore à la grandeur, je dis : Surmontez vos doutes ! Conjurez le spectre du déclin !

Soyez passionnés, ambitieux, conquérants !

Aidez-nous à desserrer l'étau bureaucratique.

Faites-en sorte que les meilleures initiatives ne soient plus tuées dans l'œuf par un règlement obscur ou une circulaire tatillonne.

Faites-en sorte qu'aucun diplôme manquant, aucun guichet fermé ne vous empêche plus de créer, d'innover, de vivre libres.

On vous accuse d'être déterminés ? Tant mieux ! Ceux qui se disent modérés ont déjà baissé les bras...

On vous accuse de voir la France en grand ? Soyez encore plus fiers et plus grands !

Et si l'on vous accuse d'utopisme, protestez !

La France debout n'est pas une utopie ! Le progrès n'est pas une utopie ! Ce sont des objectifs légitimes et accessibles pour un pays qui se retrousse les manches !



Depuis le début de cette campagne, je décline les différentes manières de les atteindre : revenir au plein emploi ; relancer la croissance ; rétablir nos comptes publics pour éviter la faillite ; restaurer l'autorité de l'Etat.

Au bout de ces efforts, je place une ambition : devenir la première puissance européenne en dix ans.

Pour y parvenir, ma feuille de route est claire.

Nous sortirons définitivement des 35 heures, pour annuler enfin la pire erreur économique des vingt dernières années.

Je veux un Etat robuste, servi par des fonctionnaires, policiers, gendarmes, médecins, infirmières, qui méritent estime et respect.

Nous réduirons le nombre des emplois publics en rendant le service public plus efficace, plus moderne, plus fort, grâce au retour des 39 heures.

Franchement, une réduction de 8% d'effectifs sur cinq ans est-elle inconcevable ? Non, elle ne l'est pas et cela est absolument nécessaire pour réduire nos déficits et les impôts qui vont avec.

Nous ferons 100 milliards d'économies pour alléger le fardeau qui pèse sur l'avenir de nos enfants.

Nous réduirons les charges des entreprises, en finançant cet effort par une augmentation de deux points de la TVA, pour booster l'investissement et les embauches.

Nous consacrerons 10 milliards d'allègements sociaux et fiscaux à soutenir les familles et les classes moyennes, pour renforcer leur pouvoir d'achat.



Nous réformerons les régimes sociaux et les allocations chômage, pour les rendre viables financièrement et justes moralement.

« C'est infaisable », marmonnent les comptables en tapotant sur leurs calculatrices. « C'est inadmissible », grommellent les rentiers du système.

« C'est - vous dit-on - trop risqué. Trop ambitieux. Trop brutal ! »

Ce qui est brutal, ça n'est évidemment pas mon projet, c'est le chômage de masse qui casse des millions de Français ; ce qui est brutal, c'est la délinquance qui brise des quartiers entiers ; ce qui sera très brutal, c'est le jour où le mur de la dette s'effondrera sur nous.

Non, « brutal » n'est pas le mot. « Réaliste » est le juste mot. « Vérité » est le mot juste. « Renaissance » est le mot juste. Et puis, « Urgence » aussi est le mot juste.

Avec nos millions de chômeurs et nos montagnes de dettes, si on n'accélère pas maintenant, je me demande quand on démarrera ? Si on n'a pas d'ambition maintenant, je me demande quand on l'aura

Juste avant la présidentielle ? Ce sera trop tard pour convaincre !

Après les présidentielles ? Ce serait un déni de démocratie, équivalent à celui de François Hollande, élu en vendant des roses avant que la réalité ne le rattrape !

Un quinquennat passe vite.

Si on est élu sur un mensonge, la vérité se vengera.



Si on est élu sur des compromis, les conservatismes se chargeront de les enterrer.

Bref, pour que rien ne s'enlise, le contrat avec les Français doit être très clair et très ambitieux.

Beaucoup de pays ont réformé leur marché du travail et réduit leurs dépenses de manière plus drastique encore que ce que je propose. Et ils ne s'en portent pas plus mal.

Au Canada, en Allemagne, en Grande Bretagne, en Australie, en Nouvelle-Zélande, on est bien content de ne pas avoir le taux de chômage français !

Dans ces pays, ce sont parfois des gouvernements de gauche qui ont réformé. Sans complexes.

Alors pourquoi pas nous ? Pourquoi pas la France ?

Sommes-nous devenus incapables de grandes choses ?

Notre histoire est-elle celle d'une nation tiède ?

Est-ce pour leur prudence que nous admirons Jeanne d'Arc, Gervoise, Bonaparte, Clemenceau, De Gaulle ?

Est-ce pour leur prudence que nous admirons ces femmes et ces hommes qui ont travaillé sans relâche pour faire de la France la cinquième puissance du monde ?

Est-ce par prudence que cette nation de paysans, de châteaux et de sans-culottes, cette nation fille de la chrétienté et fille de l'esprit des lumières est montée sur les barricades pour la justice ?



Est-ce par prudence qu'elle s'est sacrifiée pour son indépendance afin que le peuple français soit toujours libre de dire « je suis là et j'exige le respect ».

Exigez ce respect ! Exigez-le de toutes vos forces.

Oui, exigez l'audace, et assumons, ensemble, les efforts que réclame ce respect, car oui, le respect a un prix et je le dis sans vous tromper : le prix de l'effort, le prix du courage.

Je l'affirme : pour l'indépendance nationale, pour le plein emploi, pour le progrès, il faut y aller fort. Très fort !

Je transformerai le marché de l'emploi.

Je concentrerai notre code du travail sur ses principes fondamentaux et renverrai le reste au dialogue social, sur le terrain, loin du monopole des appareils corporatistes !

Je mettrai le paquet sur l'entrepreneuriat, je renforcerai le statut des auto-entrepreneurs et créerai celui de travailleur indépendant.

Je veux que la France soit aux premiers rangs de la révolution numérique, et qu'elle parvienne à créer le million d'emplois nouveaux qui en résulte.

Je veux qu'elle prenne en marche le train de l'intelligence artificielle, la plus grande révolution technologique de l'humanité depuis l'imprimerie. Elle a tous les atouts, tous les talents, tous les cerveaux pour en tirer profit !

J'investirai massivement dans les sciences, l'innovation et la formation, pour que notre avenir soit une terre de conquête !



Pour nos emplois, pour notre industrie, je baisserai massivement les charges qui pèsent sur le travail, je ferai de l'alternance la voie royale de l'emploi, je ferai en sorte que les investisseurs et les fortunes tricolores investissent en France, car oui, je l'avoue, je ne suis pas socialiste.

Plutôt que de se mettre à genoux devant les fonds de pensions étrangers, je préfère supprimer l'ISF, favoriser les capitaux investis chez nous et pour nous tous.

Oui, j'ai choisi de défendre la liberté.

Beaucoup croyaient que j'étais seul... Et pourtant vous êtes là, à dire comme moi que vous voulez être libres !

Libres de produire, d'investir et de créer.

Libres d'innover en France, pour donner à la France le meilleur de nous-mêmes.

Libres d'aller et venir partout sur le territoire, sans craindre l'insécurité des voyous ni les pressions communautaires.

Libres d'élever nos enfants sans subir la toise égalitariste et le jargon grotesque des pédagogues qui font la pluie et le beau temps au ministère de l'Education nationale.

Les familles et les enseignants ont plus de bon sens qu'eux.

Oui je crois à la Liberté, et je n'irai pas à genoux implorer le pardon des idéologues ! Je ne soumettrai pas votre choix souverain au tribunal de leur censure !



Je ne me couvrirai pas le front de cendres pour mieux expier de défendre tout simplement la première devise de la République.

Ma liberté, c'est d'abord celle de décrire la France unie et fraternelle telle que je la veux.

La France unie attachée à une certaine idée de la famille, a été dédaignée. Je la protégerai et lui redonnerai ses droits, car la famille est l'un des piliers de notre société.

La famille n'est pas une valeur rétrograde, c'est une valeur éternelle qui sera toujours moderne puisqu'elle est le premier cercle de l'amour, de la tendresse et le refuge des enfants.

La France unie se joue à l'Ecole de la République.

Elle qui doit transmettre les savoirs fondamentaux autour desquels nous devons concentrer les efforts plutôt que de multiplier les activités périphériques.

L'Ecole, préparant à un métier avec une valorisation massive de l'alternance.

L'Ecole de la République, symbolisée par le port d'un uniforme scolaire donnant à tous les élèves, quelles que soient leurs origines, le goût d'être ensemble, tous égaux.

La France unie exige l'autorité de l'Etat, l'autorité de la loi, la nécessité de l'ordre.

Il faut mettre les mots sur les actes. Et je rappelle ce que j'ai déjà dit puisqu'il faut bien que ceux qui se jouent des lois l'entendent cinq sur cinq.



Un délinquant n'est pas un mineur qui se cherche. C'est un délinquant !

Un criminel n'est pas une victime. C'est un criminel !

Un djihadiste n'est pas un « déséquilibré » : c'est un terroriste !

La sécurité doit être partout et pour tous, avec des forces de l'ordre modernisées et une Justice ferme et rapide.

L'impunité zéro doit être la règle !

Je veux rétablir les peines planchers pour les récidivistes.

Un délit : une sanction ! Voilà la règle qui doit être parfaitement claire pour les délinquants.

Nous réaliserons 16000 places de prison supplémentaires pour faire de l'impunité zéro une réalité.

La France unie, la France fraternelle, n'est pas une addition de communautés et de clans.

Elle a une identité, des coutumes, une culture, un drapeau.

Les 66 millions de Français ne doivent pas être encouragés à dire « et moi et moi et moi », mais entraînés à dire « et nous » !

Le repli communautariste est un danger.

La xénophobie est un mal.

Le patriotisme est la seule façon de transcender nos origines, nos races, nos religions.

L'immigration sans intégration, sans assimilation, doit être stoppée.

Dans la République française, les étrangers ont des devoirs avant de réclamer tous les droits.

C'est une question d'unité nationale. Mais c'est aussi une question de courtoisie. Quand on entre dans la maison d'autrui, on n'y impose pas ses lois !





Je veux réduire l'immigration à un strict minimum, en l'organisant par quotas, en fonction de nos besoins économiques et de nos capacités d'intégration.

Je veux que les aides sociales soient conditionnées à une durée de résidence en France d'au moins deux ans.

Je veux supprimer l'aide médicale d'Etat.

A ceux que nous avons choisi d'accueillir, je veux que nous disions, avec précision et clarté, ce que nous exigeons d'eux : exercer un travail, s'approprier notre langue, respecter nos règles communes.

Aux vrais réfugiés politiques, l'honneur commande que la France tende sa main. Mais avec les clandestins, elle doit être inflexible.

Je veux que nous mettions les Etats d'origine en face de leurs responsabilités, pour qu'ils prennent leur part de la maîtrise des flux migratoires et qu'ils s'impliquent dans le retour de leurs ressortissants.

Je conditionnerai l'aide au développement à leur coopération.

L'Islam radical mine nos concitoyens musulmans. Il les infiltre, il les prend en otage, il nous défie tous autant que nous sommes car les intégristes et les terroristes ne font pas le tri.

Ils détestent ce que nous sommes. Je les combattrai sans relâche et sans pitié.

Je veux un strict contrôle administratif du culte musulman, tant que son ancrage dans la République ne sera pas pleinement achevé.

Je veux la dissolution immédiate de tous les mouvements qui se réclament du « salafisme » ou des frères musulmans.



Je veux la clarification de nos relations avec l'Arabie saoudite et le Qatar qui abritent les doctrinaires de l'Islam radical.

J'entends beaucoup dire qu'il faudrait durcir les règles de la laïcité.

Mais pourquoi imposer de nouvelles exigences au catholicisme, au protestantisme, au judaïsme, qui vivent en paix avec la République depuis des décennies, quand seul l'intégrisme musulman menace notre société ?

Ma conception de la laïcité est claire : la religion musulmane doit accepter tout ce que les autres ont accepté par le passé ! La foi est hautement respectable mais le radicalisme et la provocation n'ont rien à faire ici.

Mes amis,

Autour de nous, le monde est traversé de menaces et il nous lance ses défis.

La fin de la guerre froide puis le choc du 11 septembre ont provoqué une déflagration du système international et un retour fulgurant de l'Histoire, avec ses rapports de forces géopolitiques et ses crispations identitaires.

On ne répondra pas à cette surchauffe en se repliant médiocrement derrière nos frontières.

J'appelle de mes vœux une France souveraine.

Je vais vous confier une vérité qui échappe à beaucoup : la politique étrangère de la France sert à défendre les intérêts de la France.



Dans un monde électrique, qui crépite de toute part, nous avons plus que jamais besoin d'analyses froides et d'une vision.

La Syrie est gangrénée par l'Etat islamique, qui vient tuer nos enfants dans les rues de nos villes. Elle est déchirée par des combats internes et meurtrie par les bombardements de ses populations civiles.

Si on ne crée pas les conditions d'une vraie coalition internationale, si l'on refuse de s'allier avec la Russie, alors le totalitarisme islamique continuera d'étendre son ombre et de semer la mort.

Certains caricaturent mes propos en me peignant en « intime » du président russe. C'est absurde.

Quand la France résistante s'est alliée avec Staline contre le nazisme, a-t-on soupçonné le Général De Gaulle d'être devenu communiste ? Lorsque la France a reconnu la Chine populaire en 1964, a-t-on reproché à de Gaulle d'être maoïste ?

Ma vision des relations internationales est commandée par les intérêts de notre pays et par eux seuls.

Quel que soit celui qui dirige le Kremlin à Moscou, et quel que soit celui qui dirige la Maison Blanche à Washington, l'amitié n'a rien à faire quand on défend la place de la France dans le monde et la sécurité des Français.

Dans ce monde, les dirigeants passent, les régimes évoluent, les nations demeurent.

La France n'y tiendra son rang que par une politique d'indépendance nationale.



Elle doit savoir dire oui malgré ses divergences ; elle doit savoir dire non malgré parfois ses amitiés.

Elle doit être libre.

Libre de combattre le totalitarisme islamique avec tous les acteurs de la région.

Libre d'exiger du Qatar et de l'Arabie saoudite qu'ils contrôlent ou expulsent de leur territoire les prédicateurs du terrorisme et qu'ils assèchent leurs sources de financement.

Libre de dire non aux Etats-Unis quand ils imposent des sanctions monétaires dans le monde, quand leurs géants du numérique fraudent avec la fiscalité des Etats, quand leurs choix imprudents entraînent la communauté internationale en Irak.

Evidemment, pour dire non, il faut un vrai président de la République.

La souveraineté française ne peut être incarnée par un homme qui navigue à vue dans son propre pays.

Au cours de ce quinquennat, François Hollande a plus dégradé la fonction qu'il occupe qu'aucun de ses prédécesseurs.

Avec lui, la France a payé le prix fort pour apprendre qu'on n'existe pas, si l'on ne sait ni qui l'on est, ni ce qu'on veut, ni où l'on va.

L'étroitesse de ses vues et l'inconstance de ses choix signent son échec.

Un homme qui ne gouverne que pour son image ruine son action, et ruine son image.



François Hollande, c'est un Paul Deschanel qui tombe du train toutes les semaines depuis cinq ans – et qui remonte, imperturbable, en souriant, dans son petit wagon.

Il a mal géré la France et il ne pouvait que mal la conduire dans le monde et en Europe.

Dans ce vingt et unième siècle, qui bascule vers le continent asiatique, l'Europe doit constituer pour la France un amplificateur de souveraineté.

Je ne parle pas du projet de fédérations d'Etats auquel je n'ai jamais cru ni de l'Europe communautaire et ses normes byzantines sur le calibre des choux fleurs.

Je parle de l'Europe des nations, unies pour défendre la civilisation européenne et leur avenir commun.

Je parle d'une Europe politique concentrée sur ses priorités stratégiques.

Je parle d'une Europe appuyée sur l'euro, qui peut devenir un atout entre les mains d'un gouvernement économique européen.

Je parle d'une Europe de la sécurité partagée, dans laquelle chaque Etat, y compris l'Allemagne, prendra sa part du fardeau de l'effort militaire.

Cette Europe, il faut la construire, demain – et y parler d'une voix claire !

Mais pour faire cela, la France ne doit pas porter son histoire comme un joug.



Un pays tourné vers l'avenir ne peut pas traîner constamment son propre passé en justice.

Oui, la France reconnaît les aspects les moins glorieux de son histoire ; car les peuples libres n'ont pas peur de la vérité.

Oui, il peut y avoir des mémoires différentes, selon nos histoires familiales, nos convictions et nos sensibilités.

Mais il ne doit pas y avoir de mémoires concurrentes.

Dans une France unie, il n'y a qu'une histoire commune - complexe, mais commune.

La France ne doit pas entrer tête basse dans le vingt et unième siècle.

Nous devons être fiers d'être Français !

Fiers d'appartenir à un peuple qui a tant donné aux arts, aux idées, aux sciences !

Fiers d'être du pays de Chateaubriand et Molière, de Louis XIV et de Montesquieu, de Pasteur et de Marie Curie !

Leur gloire est le socle de notre grandeur.

Mes amis,

On dit que le détachement est une des clés de la sérénité.

Jusqu'en mars prochain, nous devons cultiver notre détachement.

Détachons-nous d'un président si faible qu'on peut engager une procédure de destitution contre lui sans l'entendre protester !

Détachons-nous d'un gouvernement si déliquescant que ses ministres renoncent un par un à revenir devant l'électeur aux prochaines législatives.



Détachons-nous des leçons d'une gauche moribonde, où beaucoup ne tiennent plus debout qu'en s'accrochant au poignard planté dans le dos du voisin.

Détachons-nous des intimidations de l'extrême droite qui est surtout extrême dans sa démagogie.

Détachons-nous du petit milieu des analystes désabusés qui nous disent à chaque fois que c'est impossible.

Et concentrons-nous sur l'essentiel, c'est-à-dire notre mission pour la France, car cette mission devra franchir des obstacles, des résistances.

La vie politique est une mer houleuse, parcourue de courants contraires mais aussi de vents porteurs.

Je pense aux navigateurs qui courent actuellement le Vendée Globe en solitaire. Ils savent que plus l'épreuve est dure, plus la préparation compte.

Pendant des semaines, nous avons comme eux réglé chaque détail de notre programme, vérifié chaque option technique, éprouvé chaque élément de notre bagage.

Nous avons l'air immobile, mais nous étions déjà dans la course.

Au top départ, il a suffi que le vent se lève pour nous placer en tête, à plus de quinze points du second.

Demain, nous allons gagner cette course, parce que nous sommes équipés, préparés en termes d'idées, de projet et de volonté.



Pour que le vote Fillon reste un vote de fond, j'engage au service de cette victoire la franchise de mes convictions et une conception exigeante du pouvoir.

Au sommet de l'Etat, l'exemplarité est le gage de l'autorité.

A ceux qui seraient tentés d'écouter les critiques, je veux dire : ne vous laissez pas intimider.

Ce qu'on vous reproche, c'est votre force.

Vous serez écoutés si vous faites preuve de constance.

Vous serez respectés si vous affichez la volonté farouche de l'être.

Vous serez entendus si vous exprimez vos convictions.

Dans une époque où il est du dernier chic de ne croire en rien, où l'ironie et le sarcasme servent d'intelligence, où bafouer les consciences marque le plus haut degré de l'esprit, on vous fera le procès de ces convictions.

On voudra vous décourager d'exprimer ces valeurs qui sont les nôtres et cet attachement opiniâtre qui nous lie à la France, à son sol, à son peuple, à son histoire, à sa culture.

On vous fera honte de croire, honte de vouloir, honte d'espérer encore.

Ne cédez pas à l'intimidation.

La gauche qui vous conspuie est hors course, elle attend sur une voie de garage en sifflant les trains qui passent !

Dans les prochains jours, dans les prochains mois, soyez à la hauteur du redressement national.





Empêchez les hommes de peu de foi de déconstruire la nation et de verrouiller les portes de l'histoire.

Argumentez, justifiez-vous.

Partout où vous sentez que vos valeurs sont bafouées, n'ayez pas peur de porter la contradiction.

Depuis longtemps, le verbe est libre en France.

Si vous aimez la France, défendez-la quand on la dénigre.

Si vous partagez sa passion de la liberté, embrassez-la.

Si vous placez encore une vive et fervente espérance dans sa jeunesse, allez lui dire que la voie du relèvement national reste ouverte.

Souvenez-vous toujours de cette soirée de novembre.

Regardez combien nous sommes nombreux : combien la force de l'amitié soude nos rangs, combien l'audace, l'espoir, l'ardeur ont dans nos cœurs repris racine.

Non, cette soirée n'est pas une soirée comme les autres.

Elle constitue la ligne d'arrivée de la longue marche que j'ai accomplie ; elle porte sur les fonts baptismaux notre projet d'une France qui veut reprendre foi et goût à la liberté, à la justice, à la grandeur.

Non, cette soirée n'est pas comme les autres.

Ce soir, ici, ne comptent ni l'âge, ni l'étiquette, ni l'origine. Ce qui compte, c'est vous !

Alors, quand vous quitterez cette salle, parlez fort de cet espoir qui est en vous, au fond de la salle, en vous, en vous, en vous, bref, en



chacun de vous car chacun peut être celui ou celle par qui le changement arrive.

Dimanche prochain tout commencera vraiment.

Je vous engage à voter en masse !

Je vous engage à aller au bout de vos convictions.

Pas d'hésitation, pas de zigzag, rallumez la flamme des grands combats que les républicains ont menés pour la France et tracez les nouveaux chemins de la Liberté.

D'ici dimanche, je vous dis : droit devant, cap vers l'avenir, foncez, foncez et prenez les devants, prenez-les tous de vitesse, allez chercher la victoire !

Vive la liberté ! Vive la France.